



# «Je n'aurais jamais cru me réjouir de retourner en prison»

Alors que la justice argentine rouvre le procès de la dictature, «Libération» a rencontré Adolfo Pérez Esquivel, seul rescapé des «vols de la mort».

Par **MATHILDE GUILLAUME**  
Correspondante à Buenos Aires

**P**rivation illégale de liberté, vols de bébés, esclavagisme, viols, tortures, assassinats... La lecture des 789 chefs d'accusations contre les 68 accusés a duré six jours et a conclu, en début de semaine dernière, la première phase du troisième «méga procès» de l'Esma, le plus important centre de torture opérant à Buenos Aires durant la dernière dictature militaire (1976-1983). Il s'agit du plus grand procès de l'histoire argentine qui devrait durer deux ans et permettre à plus de 800 témoins de faire entendre leurs voix.

«A l'exception de Nuremberg, je ne crois pas qu'il y ait jamais eu de procès d'une telle envergure pour des

crimes contre l'humanité, a souligné le juge espagnol Baltasar Garzón, installé depuis peu à Buenos Aires et grand connaisseur du dossier argentin. C'est d'une importance extrême pour le pays bien sûr, mais aussi pour le monde entier.» Il s'agit également du premier procès qui jugera les «vols de la mort», dont huit pilotes figurent parmi les prévenus.

«**CROIX GAMMÉE.** L'armée avait recours à cette technique consistant à jeter des prisonniers politiques vivants depuis des avions dans le Rio de la Plata: 3000 personnes auraient ainsi péri. Les nones françaises Alice Domon et Léonie Duquet ainsi que la fondatrice des Mères de la place de Mai, Azucena Villaflor, ont notamment subi ce calvaire.

Le seul à avoir réchappé à l'un de ces vols de la mort est Adolfo Pérez Esquivel. Artiste et militant pacifiste, homme de foi, il milite depuis les années 60 pour la non-violence et témoigne à l'époque auprès des organismes internationaux de la montée des autoritarismes en Amérique latine ainsi que des atrocités commises par la junte argentine qui vient de prendre le pouvoir. Il est enlevé par la police en août 1976 et conduit à la superintendance de la Sécurité fédérale, un centre de torture accolé au commissariat central de la capitale.

«Je me souviens que les gardiens avaient peint au rouleau une gigantesque croix gammée dans la salle où ils m'ont pris les empreintes digitales. Je savais ce qui m'attendait», explique-t-il.

Pérez Esquivel est maintenu en détention clandestine et torturé deux mois, jusqu'à la nuit du 5 mai 1977. «Il était 2 ou 3 heures du matin – je n'avais pas de montre – quand ils



Pérez Esquivel. AP

m'ont sorti de ma cellule et m'ont dit que j'allais être transféré, se rappelle-t-il. J'ai été menotté et transporté à l'arrière d'une fourgonnette dans une sorte de cercueil horizontal. Je ne pouvais pas m'y asseoir. Le trajet a duré plus d'une heure jusqu'à l'aérodrome de San Justo, dans la banlieue de Buenos Aires. Je sais que c'est ce jour-là, car j'ai pu distinguer un panneau quand ils m'ont poussé dehors. Six personnes sont montées dans un petit avion bimoteur avec moi, deux officiers et quatre subalternes en plus du pilote. J'ai été enchaîné au dernier siège à l'arrière et on a décollé.»

Lorsque l'avion survole l'embouchure du Rio de la Plata, Pérez repère l'île Martín García et bientôt le contour de la côte uruguayenne. «C'est seulement à ce moment que j'ai compris ce qui m'attendait, c'est bête, non? Je m'étonnais d'être le seul prisonnier accompagné par autant de militaires, ça n'était pas commun. L'un d'eux a fouillé dans un sac, en a sorti une seringue et du matériel médical. J'avais vu à Genève des microfilms fournis par un avocat uruguayen à la commission internationale des juristes, quelques mois plus tôt. Des photos de corps jeunes mangés par les poissons et rejetés sur la berge. La plupart étaient attachés avec des câbles comme s'ils avaient été lestés. Leurs os s'étaient brisés lors de l'impact avec la surface du fleuve. Le temps s'est arrêté. Je ne me suis pas rebellé, ils étaient plus nombreux, j'étais entravé et surtout résigné. J'ai prié, pensé à ma famille, à mon fils Ernesto qui allait fêter son anniversaire deux jours plus tard et que je ne verrai jamais plus. A mes compagnons de lutte persécutés. Il faisait très froid, mais le soleil se levait, jaune et rose, loin sur l'horizon. Au moins un dernier lever de soleil avant la fin. J'ai repensé à un poème qui disait que la nuit était toujours plus sombre un instant avant que le soleil ne se lève. Et puis au-dessus du bruit du moteur, j'ai entendu un appel de la radio: «Contrordre, emmenez le prisonnier à la base de Morón, au pigeonnier.»

«**IMPUNITÉ.** Le militaire a rangé sa seringue, l'avion a fait demi-tour. En atterrissant, un des officiers lui lance: «Réjouis-toi, on t'emmène en prison.» «Jamais, je n'aurais cru pouvoir me réjouir de retourner en prison, dit-il avec des yeux rieurs derrière ses grosses lunettes. Et pourtant...» Aujourd'hui encore, Adolfo Pérez Esquivel ne sait pas exactement d'où est venu le contrordre. Son nom était connu et faisait de lui un prisonnier à part, difficile à faire disparaître. En Europe, les manifestations de rejet de la dictature se multipliaient devant les ambassades. «A Paris, le cardinal Marty, Simone Signoret, Yves Montand et beaucoup d'autres demandaient ma libération», explique Pérez Esquivel. Il sera détenu encore cinq mois et recevra le prix Nobel de la paix en 1980. Le dimanche 9 décembre, l'Argentine a fêté les 29 ans du retour à la démocratie. L'énorme chantier judiciaire commencé il y a neuf ans pour juger son histoire se poursuit dans tout le pays. «Il reste beaucoup à faire, ajoute Adolfo Pérez Esquivel, mais je suis fier que l'on ait pu dire non à l'impunité, sur laquelle il est impossible de construire une démocratie.»

## REPÈRES

### UN LONG CHEMIN JUDICIAIRE

- **Décembre 1983** Les militaires s'auto amnistient en proclamant la «loi de pacification».
- **1985** Les plus hauts responsables de la dictature sont condamnés. Le président radical, Raúl Alfonsín, instaure le «point

- final» aux autres poursuites.
- **Octobre 1989** Son successeur, Carlos Menem, décrète le «pardon» (indulto).
- **2003** Annulation des lois d'amnistie lors du mandat de Néstor Kirchner. Reprise des procès.

# 8951

morts et de disparus sont officiellement recensés par la commission (Conadep) présidée par l'écrivain Ernesto Sabato en 1984.

«J'ai inculpé nombre de ceux qui comparaissent aujourd'hui pour des faits si graves. C'est un triomphe pour leurs victimes.»

Le juge espagnol Baltasar Garzón